

Maroc Plusieurs fois reportées, les législatives auront finalement lieu en septembre.

Les élections, enfin !

Mohamed Selhami

Le 14 septembre 1984 prendront fin douze mois de « vide législatif ». Elue en 1977 pour quatre ans, reconduite pour deux années supplémentaires en 1981, la précédente Assemblée nationale n'a pas été renouvelée comme elle aurait dû l'être en septembre 1983. Depuis, l'activité parlementaire avait cessé et la date des élections avait été ajournée à plusieurs reprises. Cette fois, le 14 septembre semble être définitif. La décision a été prise le 25 avril à Fès, lors d'un conseil des ministres présidé par Hassan II.

Ainsi, dans quatre mois, sept millions et demi de Marocains iront aux urnes pour désigner les membres de l'Assemblée qui comprendra 306 députés (264 siégeaient dans la précédente). Un tiers sera élu au suffrage indirect, parmi les conseillers municipaux et les représentants des organisations professionnelles.

En principe, à l'issue du scrutin, un nouveau gouvernement sera formé. L'actuel, que dirige Mohamed Karim Lamrani depuis le 30 novembre 1983, était précisément chargé de préparer les élections. Homme sans étiquette politique mais gestionnaire compétent, M. Lamrani aura assuré ses fonctions par temps de crise, sans pouvoir compter sur une enveloppe budgétaire qui, faute de Parlement, n'a pu être votée.

Si le roi a tant attendu avant de fixer la date des élections, c'était... pour mettre l'OUA au défi d'organiser le référendum au Saha-

ra occidental. Afin que, une fois leur attachement au royaume confirmé, les populations sahariennes participent au vote. Dans son discours du 5 novembre 1983 commémorant le huitième anniversaire de la Marche verte, le souverain rappelait au président en exercice de l'OUA, l'Ethiopien Mengistu Haïlé Mariam, que « l'objectif que l'organisation africaine s'est elle-même fixé » avant la fin 1983, n'avait toujours pas fait l'objet d'un début de mise en œuvre. « A ce jour, poursuivait le roi, aucun émissaire africain n'est venu nous voir ; on ne nous a pas encore précisé quel sera, par exemple, l'emplacement des urnes ; nous ne disposons pas encore des listes des vrais Sahraouis. Autant de détails dont il est possible, dans les délais, de venir à bout. A condition qu'on commence à s'en occuper immédiatement... »

Peut-être, pouvait-on penser à Rabat, la fin du mandat du président Mengistu permettrait de débloquer la situation. Ce dernier était soupçonné de faire le jeu d'Alger en « exhortant » notamment, avec beaucoup d'insistance, les responsables marocains à rencontrer officiellement les Sahraouis. Il fallait donc attendre le sommet de Conakry, prévu pour le mois de mai 1984 et, où Ahmed Sékou Touré succéderait à l'Ethio-

MAROC

pien. La mort du leader guinéen, le 26 mars, devait contrarier ces prévisions.

Sékou Touré l'ami fidèle n'étant plus, et le sommet ayant été reporté à novembre, il paraissait difficile de continuer à repousser l'échéance. D'où la décision de Hassan II. « *Nous préparons les législatives sans tenir compte de l'OUA. Mais elle pourra toujours profiter des quatre mois qui restent pour organiser son référendum. Rabat ne s'y opposera pas* », nous déclare un ministre.

D'ores et déjà, le royaume vit en pré-campagne électorale. Les par-

poux partis et, en particulier, ceux de l'opposition, donnaient acte, en quelque sorte, de la volonté du pouvoir de veiller à un meilleur déroulement du scrutin que par le passé. Abderrahim Bouabid (USFP), M'hamed Boucetta (Istiqlal), Mahjoubi Aherdane (Mouvement populaire), Ahmed Osman (Rassemblement national des indépendants), Maâti Bouabid (Union constitutionnelle), Arsalane El Jaidi (Parti national démocrate), tous ministres d'Etat sans portefeuille, seront eux-mêmes associés à la préparation des élections.

Ces législatives permettront en

laire) d'Abdallah Ibrahim, qui avait boycotté les municipales tout en permettant à ses militants de s'y présenter à titre personnel.

« *L'arène est ouverte aux petits et aux grands. Une chose est sûre : il n'y a pas de "privilegiés"* », nous déclare un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur. Allusion à ces indépendants qui, favorisés aux élections législatives de 1977, s'étaient ensuite regroupés au sein du RNI sous la houlette d'Ahmed Osman, à l'époque Premier ministre. Depuis, le RNI est devenu un parti d'"opposition". « *L'opposition de Sa Majesté, en effet.*

De gauche à droite : Abderrahim Bouabid (USFP), M'hamed Boucetta (Istiqlal) et Ahmed Osman (RNI). Associés à la préparation de la consultation.



tis politiques s'apprentent à ouvrir leurs listes aux éventuels candidats et des meetings sont prévus partout dans le pays. La campagne proprement dite ne s'ouvrira que le 1^{er} août et s'achèvera quarante-cinq jours plus tard. La grande question, une fois de plus, concerne la régularité du scrutin. Sera-t-il entaché de bavures comme ce fut le cas, par exemple, aux municipales de juin 1983 ?

On peut être à ce sujet raisonnablement optimiste. En acceptant de participer au gouvernement en novembre 1983, les leaders des princi-

outre aux petits partis, au nombre d'une dizaine, de se faire une place au soleil. Le mieux armé est sans conteste le PPS (Parti du progrès et du socialisme, communiste), représenté à la précédente assemblée par son leader Ali Yata. Son concurrent direct est l'OADP (Organisation de l'action démocratique et populaire), légalisé de 5 mai 1983. A sa tête, Mohamed Bensaïd, qui « pêche » ses adhérents parmi les déçus du PPS et même de l'USFP. La seule incertitude concerne l'attitude de l'UNFP (Union nationale des forces popu-

Mais quel est le parti, de droite ou de gauche, qui ne se réclame pas du roi ?... » souligne Ahmed Osman.

Certes, Hassan II donne et reprend à sa guise. Dans le cas précis, il consolide la démocratie dans son royaume. Les Marocains ne s'en plaindront pas. Reste que la crise économique continue de sévir. Pour la quatrième année consécutive, l'hiver n'a pas été généreux en pluies. Le Sud du pays est frappé par la sécheresse. Pour la majorité de la population, le « vide », aujourd'hui, ne concerne pas le Parlement. ■